



# Sur la renaissance du socialisme

*par*  
*Jörg Guido Hülsmann*



**Jörg Guido Hülsmann** est professeur de sciences économiques à l'Université d'Angers (GRANEM) et Senior Fellow du Mises Institute. Cet article a été publié en version anglaise dans la revue *Procesos de Mercado*, vol. XVIII (2021), no. 2, pp. 13-37.



## 1. Introduction

Début octobre 2021, les Allemands ont célébré le 31ème anniversaire de la réunification de leurs deux États. En 1990, le socialisme semblait mort une bonne fois pour toutes. Au cours des décennies passées, il avait accumulé du retard sur le plan économique et ses citoyens frustrés avaient tenté de fuir vers l'Ouest par milliers ou avaient choisi « l'émigration intérieure ». Finalement, ses dirigeants finirent par réaliser qu'ils étaient dans une impasse. Gorbatchev, Honecker & Compagnie ont déclaré faillite. A partir de 1990, les soviets et les kolkhozes sont liquidés. Le fantôme n'était plus.

En Occident aussi, l'heure était désormais à la réforme de l'administration publique sous le signe de l'Etat allégé. En effet, l'ère du socialisme avait laissé sa marque distincte sur l'Occident. Ici aussi, il y avait toutes sortes d'éléments économiques planifiés au niveau central, tels que le système monétaire, le système d'éducation, le système de retraite, le système de santé, l'urbanisme, etc. L'Occident était sorti victorieux de sa lutte contre le communisme soviétique, *mais ce n'était pas parce qu'il avait cultivé une forme particulièrement pure de libertarianisme ou de capitalisme, mais parce qu'il avait évité le totalitarisme*. L'interventionnisme occidental n'était pas aussi complet que celui du national-socialisme. Les systèmes à planification centralisée de l'Occident étaient des systèmes *partiels*, et des alternatives étaient toujours présentes. Il était possible (et dans une certaine mesure heureusement cela est toujours vrai) d'échanger, d'apprendre, de se faire soigner et de préparer sa retraite en dehors des systèmes étatiques.

Depuis, les temps ont changé. Les plans socialistes ont toujours su traverser l'histoire du monde. Mais au cours des vingt dernières années, ils ont fait un retour remarqué dans les discussions, même en dehors des milieux académiques. De nombreux politiciens de premier plan dans le monde occidental ont caressé les idées socialistes. Certains ont fait campagne pour une transformation complète du paysage social, politique et économique actuel. Ce flirt avec le socialisme est on ne peut plus visible dans l'esquisse proposée par Schwab et Malleret (2020)



d'une grande réinitialisation, comme dans le plan directeur de Rahmstorf et Schellnhuber (2006) pour les politiques environnementales mondiales ou encore dans le plan « Build Back Better » de l'administration Biden (Maison Blanche 2021). Bien qu'il s'agisse d'esquisses assez approximatives, elles tiennent pour acquis qu'une planification centralisée « top-down » de l'économie est faisable et souhaitable. Cela peut certainement être tenté. La crise actuelle du Covid-19 n'a-t-elle pas démontré à quelle vitesse et à quel point les sociétés traditionnellement libres de l'Occident peuvent être transformées par de petits groupes de décideurs déterminés et bien coordonnés ? Une planification centralisée « top-down » de tous les aspects de la vie humaine n'est plus aujourd'hui une simple possibilité théorique. Elle semble être juste au coin de la rue.

Dans la présente contribution, nous soutiendrons que la renaissance de la planification centrale est une impasse intellectuelle et pratique, pour les raisons que Ludwig von Mises (1922) avait présentées il y a cent ans et qui, à ce jour, n'ont pas été réfutées. Mais si Mises avait raison, alors comment expliquer la renaissance actuelle du socialisme en tant qu'idéal politique ? Dans une certaine mesure, cela pourrait s'expliquer par le fait que les nouvelles générations sont susceptibles d'oublier les leçons apprises, souvent dans la douleur, par leurs ancêtres. Cependant, dans le cas présent, d'autres causes sont également en jeu, qui sont de nature institutionnelle et culturelle.

Ainsi, dans ce qui suit, nous résumerons d'abord les arguments de Mises contre le socialisme, puis nous discuterons de cinq facteurs qui expliquent selon nous cette renaissance actuelle du socialisme, bien que celui-ci est échoué si lamentablement et clairement dans un passé récent.

## 2. La réfutation du socialisme

### 2.1. *La nature du socialisme*

L'essence du socialisme dans toutes ses nuances est l'opposition à la propriété privée, en particulier à la propriété privée des moyens de



production. Cela vient de l'objectif particulier qui est commun à toutes les variétés socialistes. *Chaque fois, le but est d'organiser les gens selon un plan uniforme et sous une direction uniforme, si nécessaire, contre leur volonté.* Que cet objectif soit atteint au niveau régional, national ou international est relativement secondaire. Tout aussi indifférente est la justification concrète de la transformation socialiste, qu'elle soit morale, scientifique, médicale, juridique ou économique. Le point décisif est uniquement la formation et le formatage *coercitifs* des relations sociales – la formation de communautés, d'organisations et de sociétés *décrétées*. Tout et tout le monde devrait être subordonné à un seul grand objectif. *Tel est l'esprit du socialisme.*

C'est un esprit totalitaire. D'où l'inévitable opposition des socialistes de tous bords à la propriété privée. Après tout, le but même de la propriété privée est de permettre à différentes personnes de poursuivre simultanément et pacifiquement *différents* objectifs. Plus particulièrement, cela concerne également des objectifs *contradictaires* – courtiser la même femme, rechercher la nomination au même poste, la même commande client, la même récompense.

La poursuite simultanée et pacifique de différents objectifs est généralement appelée compétition. La concurrence dans toutes ses nuances n'est pas le but premier du système de droit privé, mais c'est bien une conséquence secondaire voulue et souhaitable. La propriété privée définit les limites à l'intérieur desquelles chacun peut poursuivre ses propres projets personnels de façon autonome et aussi rivaliser avec les autres s'il le souhaite. Bien sûr, cela n'entraîne pas une contradiction fondamentale avec la vie en communauté et en société. Les propriétaires privés peuvent librement partager leur propriété avec d'autres. Ils peuvent faire équipe avec d'autres à des fins caritatives, pour des jeux et des divertissements, ou pour gagner de l'argent. Mais le fait est que ce rassemblement et cette adhésion sont volontaires et peuvent donc être refusés à tout moment.



## 2.2. La situation politique après la Première Guerre Mondiale

L'œuvre décisive pour réfuter le socialisme vient de la plume de Ludwig von Mises. Le grand économiste autrichien a publié son livre *Le socialisme (Gemeinwirtschaft, 1922)* dans un contexte historique particulier. L'Europe avait été sous l'emprise de l'agitation socialiste en Europe même depuis les bouleversements révolutionnaires de 1848-49. Dès le début, cette agitation a été menée en particulier par les marxistes et par les syndicats infiltrés par les marxistes. Bientôt cette agitation se répandit dans les universités, surtout dans les écoles prussiennes de philosophie et de science d'État. En Prusse, les soi-disant « socialistes de la chaise » donnent le ton. Ces professeurs abhorrent la politique économique sous le signe du laisser-faire et prônent un interventionnisme étatique extensif (Raico 1999). Leurs étudiants d'Amérique du Nord ont propagé cet état d'esprit outre-Atlantique, créant le mouvement progressiste.

Toutes ces nuances du socialisme sont unies par une idée centrale : que le contrôle de l'État central est nécessaire pour résoudre tous les problèmes vraiment importants. Le principe descendant de l'État central est considéré comme fondamentalement supérieur au principe ascendant de la liberté individuelle. Cette conviction fondamentale s'est affirmée pendant la Première Guerre mondiale dans la soi-disant « économie de guerre », alias socialisme de guerre. Elle n'était pas seulement voulue par le commandement militaire, mais aussi promue par des industriels comme Walter Rathenau. À partir de 1916, le haut commandement militaire est passé à la prise centralisée de toutes les grandes décisions économiques. Les gains d'efficacité potentiels étaient considérés comme décisifs pour la guerre (voir Briefs 1923). Quiconque s'opposait à la centralisation forcée était dans le meilleur des cas un ignorant, dans le pire des cas un dangereux traître. Il est vrai que la guerre a finalement été perdue, mais aux yeux des socialistes de la chaire, cette défaite est venue bien sûr *non pas à cause, mais en dépit* de la planification centrale.

La révolution en Russie doit également être vue dans ce contexte. C'était aussi finalement une expression du nouveau *zeitgeist*. Et ce



*zeitgeist* a par conséquent conduit à de nouveaux bouleversements bolcheviques (bien que de courte durée) en Hongrie et à Munich dans l'immédiat après-guerre. Des coups d'État similaires ont été commis en Italie et en Autriche.

En Autriche, le coup d'État a échoué, notamment à cause de Mises (voir Hülsmann 2007, pp. 331-334).

### *2.3. Recherches sur le socialisme et l'interventionnisme*

Mises n'était pas un chef de parti. Il n'avait aucun pouvoir politique. Mais il attaqua les socialistes là où ils s'y attendaient le moins : dans le domaine des idées. Dans les jours sombres du début de l'après-guerre, lorsque le charbon était rare et que les gens gelaient en Autriche, Mises a ébranlé la confiance en soi de la direction socialiste et de ses partisans.

Il a réfuté l'idée que l'économie planifiée était favorable en temps de guerre. Dans son livre *Nation, Etat et Economie* (1919), il a montré que la concurrence du marché libre est la meilleure forme d'économie non seulement dans des conditions de paix, mais aussi en temps de guerre. Mises a fait valoir que, *surtout* en temps de guerre, il est nécessaire d'éviter le gaspillage et de produire rapidement et efficacement. Mais la libre concurrence le fait bien mieux qu'une lourde planification centrale. Mises le savait non seulement par des considérations théoriques, mais aussi par sa propre expérience en tant qu'officier du front.

Un an plus tard, il reprenait et approfondissait sa réflexion. Dans un essai sur « Le calcul économique en régime socialiste », Mises a soutenu que les planificateurs centraux ne pourraient pas tenir les promesses qu'ils font. La planification de projets de production globaux, la conception systématique d'une division du travail entre des millions de personnes, exige que les moyens et les fins puissent être rationnellement mis en relation. Cela suppose qu'il est possible de *comparer* différentes options en termes économiques pertinents. Mais de telles comparaisons supposent une unité arithmétique commune et



pertinente. Dans l'économie de marché, les prix monétaires sont utilisés à cette fin. Dans le socialisme, cependant, il ne peut y avoir de prix monétaires. En particulier, il ne peut y avoir de prix monétaires pour les facteurs de production.

En effet, le système économique socialiste *se définit* par l'absence de propriété privée des facteurs de production. Toutes les machines, véhicules, routes, rails, matières premières, etc. appartiennent au collectif et sont gérés de manière centralisée par des organes de l'État. Mais s'il n'y a pas de propriété privée de ces biens, ils ne peuvent pas non plus être échangés contre de l'argent sur le marché. Il n'y a donc pas de prix monétaires pour les facteurs de production.

Dans le socialisme, il n'y a pas non plus d'autre unité de compte pertinente qui pourrait remplacer les unités monétaires. Il est par exemple impossible de faire des calculs pertinents en termes d'heures de travail. En effet, le « travail humain » n'est pas un bien homogène (comme l'argent), et la valeur des produits dépend non seulement du travail mais aussi des matières premières.

Il s'avère donc que le socialisme rationnel est un mirage. L'économie centralisée *semble* plus efficace que le marché décentralisé, mais en réalité c'est exactement l'inverse. L'activité économique socialiste s'apparente à une navigation sans boussole ou à une communication sans langage. Les planificateurs centraux ont grandi dans une économie de marché et supposent donc imprudemment que tous les avantages de l'économie de marché continueraient à exister « d'une manière ou d'une autre », même sous le socialisme. Mais, précisément, cette idée est fausse.

Deux ans plus tard, Mises portait un troisième coup décisif aux illusions socialistes. Dans les quelques 500 pages de son traité sur le socialisme, il abordait tous les problèmes majeurs de la théorie socialiste. Il montrait que les socialistes n'avaient pas seulement complètement ignoré le problème de la comptabilité économique. Ils ont également négligé les problèmes des relations économiques internationales, en particulier la migration et l'allocation des capitaux, et ils ont également passé sous silence le problème central de la



pénibilité du travail. Dans une économie de marché, les gens vont travailler notamment parce qu'ils sont incités par les salaires et la concurrence à surmonter chaque jour leur réticence. Mais en régime socialiste, il n'y a ni salaire ni concurrence. Alors, comment le problème est-il résolu ? Par vœu pieux ! Sous le socialisme, tous les ouvriers travailleraient « pour eux-mêmes » et marcheraient donc heureux et joyeux vers l'atelier et la chaîne de montage jour après jour.

Mises souligne également que c'est à tort que les socialistes supposent que le capitalisme tendait nécessairement vers le monopole et que l'économie de marché libre se transformerait automatiquement (« par une loi naturelle ») en socialisme.

Mais il ne discute pas seulement des conséquences économiques du socialisme. Il traite également de ses conséquences pour le développement de la société dans son ensemble, pour les relations entre hommes et femmes, pour l'art et la science. Il dissèque aussi les revendications morales des socialistes et leurs objections morales à l'économie de marché.

Les contraintes d'espace nous obligent à nous référer ici à des travaux antérieurs, dans lesquels nous avons détaillé les travaux de Mises (Hülsmann 2007, notamment chap. 11). Nous voulons simplement souligner que, dès les années 1920, Mises avait traité en détail la question de savoir si et dans quelle mesure une troisième voie serait possible. Existe-t-il une alternative au capitalisme et au socialisme ? L'État peut-il se limiter à intervenir sélectivement dans l'économie pour éviter tous les inconvénients du socialisme ?

### *2.4. A la recherche d'une troisième voie*

La position de Mises (1929) sur l'interventionnisme peut être résumée en trois propositions étroitement liées :

(1) Tout comme le socialisme, l'interventionnisme ne peut tenir ses promesses. Par son essence même, il est inapte à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. En fin de compte, cela est dû au fait que l'interventionnisme n'impose pas un contrôle global des propriétaires





privés, mais laisse à ces derniers un certain degré de liberté. Les propriétaires utilisent alors cette liberté pour échapper à l'ingérence de l'État. Ils quittent les industries réglementées et, si nécessaire, ils quittent également le pays. Les règles et interdits de l'État sont ainsi inefficaces et n'atteignent pas leur but.

(2) Il est donc nécessaire que l'État « s'améliore » encore et encore en entravant les manœuvres évasives des propriétaires privés par des mesures encore plus ambitieuses ; ou, au contraire, en les payant (corrompant) pour qu'ils ne se soustraient pas au harcèlement antérieur. Mais, pour les mêmes raisons, ces interventions ne peuvent pas non plus apporter une solution satisfaisante. Le contrôle croissant finit par stopper tout investissement en capital privé. La subornation des entrepreneurs conduit à la corruption, à l'irresponsabilité et au gaspillage. Chaque intervention de l'État appelle donc toujours une nouvelle intervention de l'État. Une spirale d'intervention prend forme qui fait boule de neige.

(3) À long terme, il n'y a pas de voie médiane, pas de « troisième voie ». Tôt ou tard l'interventionnisme conduit au socialisme. Les citoyens doivent donc choisir entre le capitalisme et le socialisme. Quiconque veut éviter ou reporter ce choix, quiconque veut éviter cette décision en ayant recours à des interventions étatiques sélectives, opte finalement pour le socialisme. Parce que sa décision signifie seulement qu'il n'y aura pas d'introduction *explicite et souhaitée* du système économique socialiste. Mais le socialisme est néanmoins introduit, pour ainsi dire par la petite porte, comme la conséquence indésirable d'interventions ponctuelles toujours plus nombreuses.

Cette compréhension des conséquences dynamiques des interventions de l'État revêt une grande importance aujourd'hui encore. Car nous sommes en train de vivre les conséquences de long terme de l'interventionnisme occidental. Et dans un même temps, le socialisme est à nouveau considéré par de nombreux jeunes comme un idéal à atteindre. Les politiques socialistes sont à nouveau pratiquées, même si elles ne le sont pas directement sous le drapeau du socialisme. La politique Covid concertée au niveau international nous a clairement



montré à quel point les efforts pour mettre en œuvre un contrôle politique central et totalitaire au niveau mondial ont commencé à aboutir. Comment expliquer cette dynamique ?

### 3. Les forces motrices du socialisme d'aujourd'hui

Tout d'abord, nous devons souligner à nouveau que le socialisme soviétique a également laissé sa marque en Occident. En tant que conception globale alternative pour la conception de l'économie et de la société, il a existé jusqu'à son dernier souffle, c'est-à-dire jusqu'au tournant dramatique de 1989-1991. En Occident aussi, il y eut toujours de nombreux partisans du socialisme. Les luttes politiques entre citoyens épris de liberté et citoyens socialistes ont conduit à des compromis toujours nouveaux, qui se sont traduits par de nombreux socialismes *partiels*. De plus en plus de « systèmes » ont été créés, à travers lesquels l'économie planifiée a été introduite à petite échelle et l'introduction future d'un grand plan global a été préparée. Les principaux exemples sont le système monétaire, le système éducatif, le système de retraite et le système de santé.

Mais comment et pourquoi le socialisme a-t-il encore pu s'affirmer *après* 1991 ? Comment a-t-il survécu à l'effondrement de l'Union soviétique ? Comment a-t-il pu renaître de ses cendres tel un phénix trente ans plus tard ? Comment se fait-il, par exemple, que les deux tiers de tous les jeunes britanniques d'aujourd'hui expriment (voir Niemitz 2021) qu'ils aimeraient vivre dans un système socialiste ?

En théorie, cette renaissance pourrait être propulsée par de nouvelles idées. Mises et d'autres avaient réfuté le socialisme, mais aucune théorie scientifique n'est gravée dans la pierre. De nouvelles preuves auraient pu apparaître et de nouveaux théoriciens auraient pu démontrer les failles logiques ou empiriques de l'argument Misesien contre le socialisme. Cependant, rien de ce genre ne s'est produit. Les arguments de Mises n'ont pas été réfutés. Ils sont aussi solides qu'en 1922. Et les socialistes d'aujourd'hui ne défendent pas leur cause avec de nouveaux arguments. Ils professent plus ou moins exactement les



mêmes idées et slogans que leurs ancêtres, il y a cent ans (voir Niemitz 2019).

Les racines de la renaissance actuelle du socialisme doivent donc être ailleurs. Dans ce qui suit, nous aborderons cinq facteurs qui ont eu une certaine importance dans ce développement : les organisations étatiques, les fondations privées, l'accumulation d'interventions étatiques, les idées fausses et le déclin du christianisme.

### *3.1. Les appareils d'État*

Une force motrice importante de la renaissance socialiste a été la croissance constante des organisations d'État. Cela inclut toutes les organisations largement financées par l'État ou qui doivent leur existence à la violence de l'État. Par exemple, les médias dits de service public sont des organisations étatiques à notre sens. En revanche, les réseaux dits « sociaux » sont des formes mixtes. S'il est vrai qu'ils ont reçu d'importantes aides de l'État (pour leur implantation et pour l'expansion de l'infrastructure Internet), ils sont aussi financés par la publicité et ne sont pas encore de caractère coercitif.

Le socialisme se développe à partir des organisations étatiques déjà existantes. L'importance cruciale de cette connexion a été soulignée à maintes reprises par les théoriciens libéraux et conservateurs. Peu de temps après l'effondrement de l'Union soviétique, il a de nouveau été exprimé par David Frum (1994) lorsqu'il a modifié un bon mot du président Clinton alors en exercice : « It's Big Government, Stupid ! ». De nombreux autres économistes, historiens, sociologues et politologues sont du même avis (voir notamment Murray Rothbard 1974, Dennis O'Keeffe 1999, Robert Higgs 1987, 2004, 2012, Sean Gabb 2007, Hans-Hermann Hoppe 2012 et Paul Gottfried 2016).

Un ministère, une autorité ou une chaîne de télévision subventionnée par l'État n'appartient pas pleinement à la vie compétitive de la société ordinaire. Des règles spéciales s'appliquent à son cas. Il est financé par les impôts et autres cotisations obligatoires,



vivant ainsi littéralement aux dépens des autres. Cela a deux conséquences importantes pour la renaissance du socialisme.

D'une part, les organisations étatiques sont constamment obligées de justifier leur existence privilégiée et ont donc un besoin particulier d'apport intellectuel. Les bons cordonniers et les bons boulangers n'ont pas besoin de convaincre leurs clients avec des théories verbeuses. Leurs services parlent d'eux-mêmes. Mais créer et maintenir un système monétaire gouvernemental ou un système de retraite gouvernemental nécessite un torrent constant de mots pour apaiser les contribuables grincheux, les retraités et les détenteurs de monnaie.

D'autre part, ces fournisseurs intellectuels ont généralement un agenda personnel. Les organisations étatiques sont des points d'attraction irrésistibles pour les bienfaiteurs *idéologiques* de tous bords. Cela devient clair dès que nous réalisons ce que signifie *vraiment* faire de bonnes choses.

Tous les jours, des entreprises privées et des organisations privées à but non lucratif créent de nouveaux produits et de nouveaux services – des milliers de petites améliorations. Mais ces réalisations s'inscrivent dans le réseau social existant. Ce sont des *contributions* qui tiennent compte des objectifs et des sensibilités individuelles de toutes les autres personnes. Ils s'épanouissent à travers la compétition. En revanche, le bienfaiteur idéologique *ne veut pas* se soucier des sensibilités des autres, et cela n'est possible que si ses propres revenus ne dépendent pas de ceux des autres et si ses plans peuvent également être réalisés contre la volonté des autres. Or c'est bien ce que l'Etat, surtout l'Etat *républicain*, lui permet de faire.

Du point de vue libéral classique, l'État républicain ne devrait pas poursuivre son propre programme. Il ne devrait pas être privé, mais public, ne devrait fournir que le cadre d'une interaction sociale libre. Mais cette théorie se heurte à *l'horror vacui*. Les biens sans propriétaire seront tôt ou tard possédés par quelqu'un. Même un État « public » abandonné sera tôt ou tard pris en possession. L'histoire des deux cents dernières années montre que cette privatisation de l'État public ne doit pas nécessairement se produire par coup d'État ou conquête. Elle peut



aussi provenir du sein de l'État lui-même. Le personnel domestique, serviteur de l'État, peut s'en faire le maître (Benda 1927, Lasch 1994).

Les biens abandonnés sont une attraction magique pour les gens. Un État abandonné attire comme par magie des bienfaiteurs idéologiques dans la fonction publique. Ils essaient de privatiser l'espace public, de le transformer en instrument de leur agenda. Au début, il se peut qu'il n'y ait pas de consensus entre eux, mais à un moment donné, les groupes les mieux organisés et les mieux connectés prennent le dessus. Le sociologue Robert Michels (1910) appela ce mécanisme *la loi d'airain de l'oligarchie*.

L'oligarchie bureaucratique peut influencer les décisions du personnel en fonction de son idéologie. Leur ministère devient « leur » ministère (ou leur école, université, service de radiodiffusion, etc.). Elle devient un appareil idéologique d'État au sens de Louis Althusser (1976), car par des commandes publicitaires au secteur privé, par des commandements et des interdictions aux entreprises et aux ménages, elle peut désormais aussi véhiculer son idéologie vers le monde extérieur.

Notons que l'oligarchie bureaucratique n'est composée que d'une petite minorité. *Cela explique pourquoi l'idéologie de l'oligarque est typiquement une idéologie socialiste*. Ce n'est que là où il y a appropriation qu'une minorité peut entreprendre quoi que ce soit qui déplaît ou pourrait déplaire à d'autres. Mais les oligarques d'un État républicain ne peuvent pas faire valoir de droits de propriété. L'État ne leur appartient pas, ils le contrôlent simplement. Mais pour pouvoir le *diriger à peu de frais*, ils doivent éviter que la majorité leur résiste. Le moyen le plus simple d'y parvenir est d'adopter une idéologie socialiste. Des slogans comme « nous nous gouvernons » masquent les véritables relations de pouvoir.

Un cas classique est celui du ministère français de l'Éducation qui a été approprié par une coalition de communistes et de démocrates-chrétiens après la Seconde Guerre mondiale. Dans ces années-là, les professeurs Paul Langevin et Henri Wallon (tous deux membres du parti communiste) poursuivent une stratégie de centralisation et



d'homogénéisation de l'ensemble des lycées et s'attachent à démanteler les conditions d'accès (voir Girault 2002, Clavel 2012, Viguerie 2016 ). Avec l'aide de leurs alliés, ils ont lentement, mais sûrement occupé tous les postes clés du ministère avec leurs gens tout en l'étendant considérablement. Ainsi, ils ont rendu « leur » ministère résistant à la réforme. Aucun ministre bourgeois n'a jamais osé le rendre « public » à nouveau. Il est donc resté dans l'héritage communiste jusqu'à ce jour. Les supposés serviteurs de la république devinrent les véritables gouvernants face auxquels les élus n'avaient plus qu'à se mordre les dents.

Cela ne s'applique pas seulement au ministère français de l'Éducation. La même tendance est à l'œuvre dans toutes les institutions publiques de tous les pays. Le président Trump ne l'avait pas compris avant son élection en 2016. Il est probablement plus sage maintenant, mais le problème demeure.

Un appareil d'État est souvent le premier lieu où les réformes socialistes sont mises en œuvre. Par le passé, les organisations étatiques ont servi de laboratoire pour des réformes socialistes coûteuses du droit du travail (quotas pour les fonctionnaires, réglementation des congés, etc.), pour le contrôle typiquement socialiste de la langue (politiquement correct) et pour harmoniser la pensée et l'action.

Au cours des trente dernières années, les bureaucraties *internationales* ont joué un rôle croissant pour faire du monde un endroit meilleur pour le socialisme. Les organisations intergouvernementales telles que l'UE, l'ONU, l'OMS, le FMI, etc. ont toujours servi de réservoirs pour les radicaux intelligents qui n'ont trouvé aucune place dans la politique nationale. Mais l'influence de ces personnes s'est considérablement accrue ces dernières années car elles ont joué un rôle clé dans la dissimulation des échecs interventionnistes.

Cela peut s'expliquer comme suit : L'État, qui règne sur les médias et l'éducation, peut chercher à dissimuler ou justifier son échec. Mais parler ne sert à rien quand les gens voient de leurs propres yeux comment les choses se passent à l'étranger. La concurrence des alternatives politiques offre une comparaison impitoyable, et a montré



à maintes reprises que le socialisme et l'interventionnisme ne fonctionnent pas. D'où l'insistance de tous les socialistes à exclure autant que possible toutes les alternatives dès le départ. La soi-disant « coopération internationale » et l'abolition de l'État-nation au profit des organisations internationales servent le même objectif. En procédant de la manière la plus uniforme possible, on peut éviter que la population pense qu'il existe des alternatives politiques et peut-être même de *meilleures* alternatives.

L'importance des services secrets ne peut pas non plus être surestimée (voir par exemple Arkin 2021). Pour les raisons déjà évoquées, ils ont les mêmes tendances socialistes que l'on retrouve dans toutes les bureaucraties. A cela s'ajoute le manteau du secret, particulièrement favorable à l'agitation socialiste, surtout tant que les socialistes restent une minorité sociale. De plus, les services secrets disposent, dans certains cas, de fonds très conséquents qui ne sont pratiquement soumis à aucun contrôle public.

### *3.2. Fondations sans propriétaires*

Il en va de même pour les grandes Fondations de droit privé (Rockefeller, Ford, Bertelsmann, Gates, etc.). Bien que ces organisations ne soient généralement pas elles-mêmes financées par l'argent des contribuables, les Fondations américaines en particulier ont apporté des contributions décisives à la renaissance du socialisme, pour trois raisons principales.

Premièrement, les cadres de ces institutions sont en constante recherche d'affirmation et de justification de soi, et sont donc enclins à l'activisme.

L'auto-justification d'une Fondation est particulièrement nécessaire si les statuts ne prévoient pas un but clair. Les grandes Fondations américaines servent des objectifs généraux comme le « progrès » ou « l'humanité ». Les mots de ce genre doivent bien sûr être remplis d'un contenu concret, et c'est là que les fournisseurs



idéologiques entrent à nouveau en jeu, tout comme dans le cas des bureaucraties d'État.

Les bienfaiteurs idéologiques trouvent un terrain de jeu idéal dans les grandes Fondations privées, surtout lorsque les fondateurs laissent libre cours aux supposés « experts » et leur confient la gestion de leur patrimoine sans aucune condition. Les dirigeants de ces Fondations sans propriétaire sont alors soumis à encore *moins* de restrictions que leurs collègues des bureaux gouvernementaux. Alors que les hauts fonctionnaires sont toujours responsables devant la direction politique élue (même si cette responsabilité est faible pour les raisons évoquées ci-dessus), les administrateurs et conseils de surveillance des Fondations privées sont entre eux. Personne ne se met en travers de leur chemin – personne qu'ils n'aient eux-mêmes accepté dans leur illustre cercle. Les Fondations privées sans propriétaire serviront donc tôt ou tard ces idéologies très prisées par les plus grands experts. Comme pour les institutions étatiques, il peut y avoir des rivalités temporaires entre les forces dirigeantes. En fin de compte, cependant, les groupes les mieux organisés et les mieux connectés l'emportent régulièrement. Désormais, *leurs* idées déterminent le comportement de la Fondation.

Ces idées sont souvent diamétralement opposées à celles des fondateurs (Ferguson 2021). A mon avis, la raison la plus importante de ce contraste est à voir dans le fait que les fondateurs n'ont plus à faire leurs preuves. Ils connaissent l'importance de la libre concurrence. Ils savent que des dons excessifs provenant de l'argent de la Fondation peuvent entraîner les bénéficiaires dans la paresse et la frivolité. Ils veulent aider les autres ; mais ils veulent surtout que ces autres sachent s'aider eux-mêmes.

Il en va tout autrement dans le cas des supposés experts qui dirigent les Fondations. Contrairement aux donateurs, ils n'ont pas encore pu montrer qu'ils pouvaient eux-mêmes réaliser de grandes choses. Le pouvoir de décision sur la Fondation leur donne désormais la possibilité d'imprimer leur empreinte sur le monde. Cette tentation est tout simplement trop grande pour la plupart. Ceux qui ont de grandes





ressources à leur disposition peuvent se faire un devoir d'améliorer le monde selon leurs goûts.

L'histoire du système des Fondations aux États-Unis fournit de nombreux cas bien documentés qui confirment cette tendance (Nielsen 2017). Les plus grandes Fondations américaines du 20ème siècle (Ford et Rockefeller) se sont notamment engagées à *modifier* la société américaine dans les années 1950 et 1960 (Mac Donald 1996, Finn 1998). Un tel activisme est plus ou moins inévitable si vous laissez le champ libre aux bienfaiteurs idéologiques et des coffres bien remplis.

Deuxièmement, la coopération entre les Fondations privées et les organisations étatiques a un effet très similaire. Une telle coopération signifie concrètement la poursuite conjointe des mêmes objectifs, la mise en commun de fonds privés et publics et l'échange de personnel. Les Fondations privées entrent ainsi dans l'orbite idéologique des institutions étatiques (Mises 1997 [1944]) ; et les institutions étatiques sont captées par l'esprit « managérial » (Gottfried 2001) des Fondations privées.

Les Fondations privées apprécient le partenariat de l'État pour des raisons de prestige et pour « démultiplier » leurs propres activités. Un exemple parmi tant d'autres : la Fondation Ford avait déjà développé les principes de base de ce qui allait devenir l'État-providence américain dans les années 1950 et les finançait à petite échelle. Mais les moyens manquaient pour une application à grande échelle. Les choses ont changé lorsque le président américain Johnson a repris le modèle Ford et a utilisé l'argent des contribuables pour l'introduire dans tout le pays.

Ce partenariat est également très bien venu pour l'État, car ses bureaucrates se sentent également confirmés par la réponse amicale et le soutien actif d'une « société civile composée de milliers d'ONG financée par les fonds de Fondations.

Troisièmement, la combinaison d'objectifs grandioses et d'énormes ressources financières encourage la tendance à poursuivre de grands projets très visibles. (La même tendance existe pour des raisons de coût : pour une fondation privée, il est généralement moins onéreux de financer quelques grands projets que des milliers de petites



initiatives.) Dans tous les cas, ces grands projets doivent être planifiés à long terme et gérés de manière centralisée. La gestion des grandes Fondations est donc typiquement associée à une perspective sur l'économie et la société très similaire à celle d'un comité central de planification. Le cas des autres grandes entreprises est très similaire.

C'est ainsi que les cadres des grandes organisations peuvent succomber à une sorte d'illusion que nous proposons d'appeler l'*Illusion de Rathenau*, en l'honneur du grand industriel allemand qui a flirté avec l'économie planifiée socialiste au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Cette illusion consiste à ne voir qu'une différence *de degré* entre la planification privée des très grandes entreprises et celle d'une économie centralisée appliquée à des économies nationales entières. En fait, il y a ici une différence *de catégorie*. La planification économique rationnelle *s'inscrit* toujours dans un ordre basé sur la propriété privée et l'échange monétaire. C'est cet ordre qui oriente les nombreux plans individuels et les coordonne entre eux. Ludwig von Mises nous a enseigné que la rationalité de l'activité économique s'enracine toujours et partout dans une perspective *microéconomique* et *présuppose* l'ordre social de droit privé. Au contraire, l'idée socialiste de base consiste précisément à abolir cet ordre supérieur et à le remplacer par une pure création intellectuelle. Mais celui qui fait cela scie la branche sur laquelle il est assis. Au lieu de faciliter l'activité économique rationnelle, il la rend impossible. C'est exactement ce que Mises a prouvé il y a cent ans.

Au cours des soixante-dix dernières années, les grandes Fondations privées américaines ont été les principaux moteurs du socialisme, plus encore que les bureaucraties étatiques. Quelque chose de similaire peut être dit de ce côté-ci de l'Atlantique à propos de la Fondation Bertelsmann et d'autres fondations allemandes. Ils scient eux aussi avec beaucoup de délectation la branche capitaliste qui nous porte tous.



### *3.3. Le socialisme comme conséquence involontaire des interventions étatiques cumulatives*

Nous avons souligné plus haut que Ludwig von Mises avait déjà disséqué la logique interne de l'intervention étatique dans les années 1920. Il a démontré que chaque intervention a des conséquences imprévues, de sorte que l'État se sent obligé de continuer à « s'améliorer » jusqu'à ce que l'ensemble de l'économie soit finalement soumis à un réseau étroit de choses à faire et à ne pas faire. C'est le socialisme par la petite porte interventionniste.

Nous ne voulons citer ici que l'exemple le plus important : les interventions dans l'ordre monétaire. Depuis les premiers temps de l'humanité, les autorités ont essayé de trouver une source fiable de financement en plaçant la production monétaire sous leur contrôle. Grâce à l'expansion artificielle de la masse monétaire (« inflation »), ils souhaitaient obtenir de plus grandes ressources. Dans l'Antiquité et au Moyen Âge, la politique d'inflation était menée par la dépréciation des pièces faites de métaux précieux. Dans les temps modernes, elle a été réalisée avec l'aide des banques (Hülsmann 2008). Aujourd'hui, tous les États ont une banque centrale qui produit de l'argent immatériel. Cet argent peut en principe être produit en quantités illimitées. Certes, la loi fixe certaines limites, mais ces exigences légales peuvent facilement être modifiées ou supprimées si nécessaire. Une politique d'inflation n'est possible que si les citoyens n'ont pas la possibilité d'utiliser des types de monnaie alternatifs et plus stables. En conséquence, l'État doit intervenir de plus en plus pour s'assurer qu'aucun concurrent ne mette en danger le monopole d'État. Mais une intervention supplémentaire est également essentielle parce que la politique inflationniste fait tomber ceux qui en bénéficient dans l'insouciance. Cela affecte principalement les banques commerciales et leurs gros clients. Grâce à la planche à billets, ils peuvent obtenir des prêts bonifiés en quantités presque illimités et, en temps de crise, ils peuvent vendre leurs mauvais titres aux banques centrales. Tous les bénéficiaires finissent sur leur propre compte, tandis que les coûts de la politique de crise sont répercutés sur les autres utilisateurs de la monnaie.



Cela incite les banques à faire des investissements particulièrement risqués et donc rentables. Cela place à son tour les banques centrales dans une position de plus en plus difficile, sauvant les banques commerciales par la création de plus de monnaie encore. Ce processus conduirait sans doute à une baisse de plus en plus rapide de la valeur de la monnaie, pouvant aller jusqu'à l'hyperinflation. Pour prévenir ce risque, d'autres interventions sont donc nécessaires. L'État prescrit aux banques quand et comment et à qui et sous quelles conditions elles ne sont *pas* autorisées à accorder des prêts. Mais les banques trouvent des moyens de contourner ces interdictions. L'État introduit des « améliorations », les banques cèdent à nouveau, etc. etc. Ce jeu du chat et de la souris se termine avec toute l'industrie bancaire prise dans un amas dense de règles.

Mais le jeu ne s'arrête pas là. *D'autres* participants au marché peuvent effectuer des transactions de type bancaire (*shadow banking*) et d'autres investisseurs peuvent également s'endetter lourdement en supposant qu'ils sont eux-aussi « systématiquement importants », c'est-à-dire si importants que leur insolvabilité obligerait les banques centrales à agir. Donc, une fois encore, il faut améliorer la réglementation, et c'est la même tendance déjà décrite par Ludwig von Mises qui est à l'œuvre : le socialisme entre par la petite porte.

Les interventions monétaires sont également d'une importance primordiale parce qu'elles conduisent à une formidable redistribution des revenus et de la richesse (Hülsmann 2013, 2014 ; Dorobat 2015). La planche à billets ouvre toutes les portes aux jongleurs financiers, tandis que les économies des travailleurs ordinaires seront détruites par l'inflation constante des prix. Rien n'a plus contribué au rejet du « capitalisme » potentiel que ces remue-ménages tout-à-fait absurdes de revenus et de richesses.

Aujourd'hui, aux États-Unis en particulier, de nombreuses personnes riches donnent une grande partie de leur argent à des fondations philanthropiques. Mais, comme nous l'avons déjà vu, cela revient le plus souvent à ménager la chèvre et le chou. Ces fortunes



démesurées ont tôt ou tard alimenté la campagne de la « Gauche caviar ».

L'interventionnisme des banques centrales est donc un fossoyeur du capitalisme à trois égards : en affaiblissant le processus de marché concurrentiel ; en induisant des inégalités arbitraires ; et en créant artificiellement de grandes fortunes qui finissent entre les mains des socialistes.

### *3.4. Le socialisme comme conséquence de fausses idées*

Jusqu'ici, nous avons mis en évidence les raisons institutionnelles du retour du socialisme. Le socialisme ne doit pas nécessairement être introduit d'un seul coup par un grand mouvement politique. Il peut spontanément tracer son chemin sans être expressément sollicité. Il peut résulter de la privatisation cachée des institutions de l'État. Il peut être promu à travers les campagnes de Fondations financièrement solides. Et cela peut aussi être le point final d'une spirale interventionniste.

En lien avec ces raisons institutionnelles, l'influence des idées fausses ne doit pas être sous-estimée. Nous avons déjà vu que les institutions étatiques et les Fondations privées sans propriétaire ont besoin de « fournisseurs idéologiques » pour justifier leur existence et leurs actions. En effet, les idées sont les forces motrices ultimes de l'action humaine. Pour agir, une personne a besoin d'une idée de ce qui est, ainsi que de ce qui devrait être.

Or, qu'entend-on par « fausse idée » ? Il faut distinguer deux types d'erreurs.

Le premier est l'auto-contradiction logique. On le retrouve dans l'idée d'un cercle carré, d'un crime juste, d'une belle laideur, d'un gaspillage enrichissant, etc. Dans la littérature économique, il y a un certain nombre d'idées qui sont ainsi fausses. Il suffit de penser à l'idée populaire selon laquelle la production économique totale à long terme dépend du montant des dépenses de consommation ! La thèse de la rationalité du socialisme est aussi logiquement erronée en ce sens. Ce



n'est pas *évidemment* faux, bien sûr, mais ça s'avère être une erreur logique si on prend le temps de la réflexion.

Mais il existe aussi une seconde façon pour une idée d'être fausse, qui consiste à méconnaître les *conditions* dans lesquelles cette idée est juste ou peut être juste. Bon nombre des idées qui ont alimenté le retour du socialisme au cours des trente dernières années sont des idées fausses dans ce second sens. Elles ne sont pas mauvaises en elles-mêmes, mais le deviennent lorsqu'elles sont recommandées sans modération, sans mesure et sans centre. Le meilleur exemple est le socialisme lui-même. Il existe de nombreuses associations humaines qui sont ou peuvent être fondées sur la propriété commune ou communale. Pensez aux communautés conjugales qui ont la forme juridique d'une communauté de gains. Pensez aux monastères ou aux kibboutzim. Aucun véritable libéral ne s'opposera au socialisme dans ce sens. Après tout, les communautés volontaires sont des éléments légitimes de l'ordre social libre et concurrentiel. Mais le socialisme coercitif (le socialisme au sens propre du terme) est un tout autre animal, comme l'a déjà souligné Ludwig von Mises. Un tel socialisme ne tolère pas la déviation. Il exige pour lui-même la priorité absolue sur tous les autres objectifs, et il veut affirmer cette priorité avec l'aide de l'autorité de l'État.

L'erreur ici est *d'exagérer une seule idée et de la poser comme un but absolu* auquel tous les autres buts devraient être subordonnés *par la force*. C'est ce qu'on appelle communément une idéologie. Maintenant, fait intéressant, presque tous les idéologues minimisent cet usage de la force. Ils le rejettent généralement comme une simple question de technique administrative. À leurs yeux, la différence entre leur solution et les solutions concurrentes n'est qu'une question de degré, pas de catégorie. Nous avons trouvé exactement cette erreur dans le cas de l'illusion de Rathenau, qui est de fait un type particulier d'illusion idéologique.

Toute erreur se transforme tôt ou tard en échec. Pour les raisons déjà évoquées par Mises, les interventions de l'État provoquent encore et toujours le contraire de ce qu'elles étaient censées réaliser. Le socialisme forcé ne fait pas exception. Il n'est justement pas une



technique de socialisation. Il éloigne les gens les uns des autres et crée une bande d'égoïstes qui, à la fin, ne sont plus liés que par la jointure de l'État.

Une fois qu'on aura compris le principe qui est ici en jeu, on n'a aucune peine à reconnaître des erreurs analogues. Qu'il s'agisse d'égalitarisme ou de centralisation, de démocratie ou de féminisme, de « société ouverte » ou d'eugénisme, de protection de la santé ou de l'environnement, une idée qui contient une part de vérité devient toujours fausse lorsqu'elle est utilisée à mauvais escient pour justifier le pouvoir de l'État. Ainsi dénaturée, elle va à l'encontre de l'ordre libéral et devient incontrôlable.

Le grand Chesterton (1909, p. 51) est souvent cité avec ces mots étonnants, qui s'inscrivent parfaitement dans notre thème actuel : « Le monde moderne est plein de vieilles vertus chrétiennes qui sont devenues folles. Les vertus sont devenues folles parce qu'elles ont été isolées les unes des autres et errent maintenant seules ». Cela appelle un commentaire : Le monde moderne est le monde de l'interventionnisme. C'est cet interventionnisme qui aliène non seulement toutes les vertus mais aussi toutes les bonnes idées les unes des autres. C'est cet interventionnisme qui met en opposition ces idées à l'ordre libéral ; leur faisant perdre ainsi mesure et centre. Chaque vertu et chaque bonne idée a besoin précisément de cet ordre qui seul peut la mettre en harmonie avec toutes les autres vertus et idées.

Remarquons également que la diffusion d'idées fausses n'est pas nécessairement due à l'ignorance ou à la bêtise. La malveillance et la tromperie peuvent également être de la partie. Marx, Engels et leurs disciples savaient très bien que l'interventionnisme était inapproprié. Mais dans le *Manifeste communiste* ainsi que dans de nombreux autres écrits, ils ont appelé à plusieurs reprises à l'intervention de l'État. Ils l'ont fait *non pas malgré, mais précisément parce qu'ils* étaient inappropriés. Puisque l'échec était inévitable, de plus en plus d'interventions sembleraient probablement nécessaires – jusqu'au socialisme complet.



### 3.5. *Le socialisme comme rejet de Dieu*

En conclusion, signalons une autre raison importante de la renaissance du socialisme, à savoir, le déclin de la foi chrétienne. La religion est une chose très pratique après tout. L'idée que nous avons de l'origine de l'homme, de son être et de sa destinée ultime est de la plus haute importance pour nos efforts et nos actions quotidiennes. Elle nous oriente ici et maintenant. Elle nous conduit maintenant et nous paralyse ensuite. Et elle est religieuse. Elle *ne peut pas* être tirée de la science, du moins pas de la science véritable qui connaît ses propres limites.

Il est manifeste que toute foi dans les Écritures de l'Ancien Testament façonne de manière décisive notre attitude envers la nature et les autres. C'est une chose de percevoir dans une montagne ou une prairie ou un mouton des créatures de Dieu ; et une autre chose d'y voir d'intéressants tas de molécules qui sont légèrement défectueux et ont besoin d'être améliorés. C'est une chose de reconnaître dans son prochain une image de Dieu ; et une autre chose de soupçonner qu'il n'est rien de plus qu'un mammifère hautement développé.

Et tout aussi pratique est notre foi en la Bonne Nouvelle du Nouveau Testament. Car c'est une nouvelle du Dieu qui nous crie encore et encore à travers tous les temps : « N'ayez pas peur ! » (Ésaïe 10 :24 ; Jér. 10 :5 ; Jér. 46 :28 ; Mt 10 :26 ; Mt 17 :7 ; Mt 28 :10 ; Mc 6 :50). Quel contraste avec l'État moderne qui est basé sur la peur de part en part et règne avec la peur ! (Higgs 2005)

Le Dieu chrétien est le Dieu qui a choisi une crèche comme premier trône terrestre et à partir de là commence à sauver le monde. Mais comment poursuit-il cet objectif colossal ? Pas avec une secousse, pas avec une puissance écrasante, pas avec une lueur aveuglante, sans écraser toute résistance, sans alliés puissants. Le Christ avance lentement, quoique d'un pas régulier. Il renonce à tout pouvoir économique et politique. Cela passe par la rencontre personnelle, par l'attention, l'écoute, la confiance et le pardon. Il conduit les destinées de l'humanité, mais conduit en bon berger. Il s'humilie, prend lui-même la forme de la créature, nous tend la main, nous sert et se sacrifie avec





corps et vie. Il est le Dieu trinitaire qui tient devant nos yeux l'idéal même d'une communauté d'amour sans dirigeants.

Se détourner de ce Dieu implique diverses réorientations. Celui qui ne peut pas faire confiance à Dieu tout-puissant, celui qui ne veut voir qu'une évolution aveugle au lieu d'une création voulue, traitera les autres et le monde différemment du chrétien croyant. Puisqu'il ne croit pas que le monde soit bien planifié et bien établi par une intelligence supérieure, puisqu'il ne connaît et ne reconnaît que sa propre intelligence, il verra partout des problèmes qui ne peuvent être résolus que par l'intervention humaine. Il s'efforcera de mettre sous son contrôle tous les facteurs qui peuvent déterminer le succès de ses actions. Son idéal est la technologie mécanique qui lui donne les résultats souhaités sur simple pression d'un bouton.

Il aspire à la même mécanique dans ses rapports aux autres hommes. Ici aussi, il conçoit des machines, qu'il appelle des systèmes. Les autres ne sont pour lui que des moyens pour ses propres fins. Il cherche à diriger ces autres, mais pas par l'exemple, le service et le sacrifice ; mais par l'injonction, la coercition et la terreur. Il cherche le pouvoir politique. Il s'intéresse aux sciences humaines et sociales dans la mesure où elles permettent et facilitent le calcul et la manipulation d'autrui. Des mots comme amour, sacrifice, justice, honneur, dignité et loisir ne font que des bavardages à ses oreilles.

L'état d'esprit que nous percevons ici est connu depuis l'Antiquité. Dans la littérature théologique et philosophique, on l'appelle chiliasme ou gnose. Mises (1922), Chafarevitch (1975) et d'autres spécialistes ont signalé les affinités entre la gnose et les mouvements socialistes. Le politologue germano-américain Eric Voegelin (1999) a soutenu dans de nombreux écrits que tous les mouvements politiques des temps modernes sont au cœur des mouvements néo-agnostiques (voir Burfeind 2014 pour le cas des États-Unis). Les ressorts du socialisme dont nous avons parlé plus haut reçoivent de cette source une bonne partie de leur force et de leur orientation.



#### 4. Conclusions

Le socialisme dans toutes ses nuances est une impasse politique, économique, sociétale et culturelle. Elle ne construit rien, mais détruit ce qui a été créé par les cultures plus anciennes et, en Occident, par la culture chrétienne. La renaissance actuelle du socialisme ne fait pas exception. Elle non plus n'émane d'aucun acte créatif ou de nouvelles connaissances. C'est en partie une conséquence tardive des systèmes socialistes totalitaires du XXe siècle. Mais c'est surtout le fruit de ces cinq forces que nous venons de décrire plus en détail : croissance des organisations étatiques, Fondations privées sans propriétaires, spirales d'intervention, idées fausses et déclin du christianisme.

Que peut-on faire pour l'arrêter ? Deux stratégies semblent particulièrement opportunes.

Premièrement, tous les donateurs doivent reconsidérer et réfléchir soigneusement à qui ils confient leur argent et à quelles fins. Ils ne doivent pas simplement abandonner leurs économies, mais les utiliser de manière responsable au mieux de leurs capacités. Nous n'avons pas encore atteint le socialisme totalitaire. Utilisons donc la liberté restante pour réformer partout où c'est possible et pour construire des offres compétitives dans les domaines de l'éducation, de la monnaie et de la politique.

Deuxièmement, les politiciens libéraux et conservateurs doivent enfin assécher la source du socialisme. Ils ne doivent plus gaspiller leur énergie dans de prétendues réformes des organisations idéologiques de l'État, mais les réduire drastiquement et, si nécessaire, les abolir. Celui qui veut vraiment se débarrasser du socialisme doit lui fermer le robinet. Sean Gabb (2007) a fait quelques propositions intéressantes à ce sujet il y a quelques années. L'idée de base est très simple. Mais cela ne réussira pas sans force intérieure, sans réelle conviction et sans amour des autres.



## Références

ALTHUSSER, L. (1976): *Positions (1964-1975)* (Paris: Éditions sociales).

ARKIN, W.M. (2021): “Exclusive: Inside the Military’s Secret Undercover Army” *Newsweek* (17 May 2021; <https://www.newsweek.com/exclusive-inside-militarys-secret-undercover-army-1591881>; consulté le 30 Novembre 2021).

BENDA, J. (1927): *The Betrayal of the Intellectuals* (Boston: Beacon Press, 1955).

BRIEFS, G. (1923): “Kriegswirtschaftslehre und Kriegswirtschaftspolitik” *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 4<sup>th</sup> ed., vol. 5.

BURFEIND, P.M. (2014): *Gnostic America: A Reading of Contemporary American Culture and Religion According to Christianity’s Oldest Heresy* (Toledo, Ohio: Pax Domini Press).

CHAFAREVICH, I. (1977 [1975]) : *Le phénomène socialiste* (Paris : Seuil).

CHESTERTON, G.K. (1909): *Orthodoxy* (London: John Lane).

CLAVEL, I. (2012): “Réformer l’École après 1944 : du consensus au dissensus entre la SFIO et le MRP” *Histoire politique*, vol. 18, no. 3, pp. 129-143.

DOROBAT, C. (2015): *L’effet Cantillon dans la théorie du commerce international : L’impact de la monnaie fiduciaire sur le commerce, la finance et la distribution internationale des patrimoines* (Université d’Angers: Thèse doctorale).

FERGUSON, N. (2021): “I’m Helping to Start a New College Because Higher Ed Is Broken” *Bloomberg Opinion* (8. November).

FINN, C.E. (1998): “Giving It Away: An Open Letter to Bill Gates” *Commentary* (Janvier).

FRUM, D. (1994): “It’s Big Government, Stupid!” *Commentary* (June).

GABB, S. (2007): *Cultural Revolution, Culture War: How Conservatives Lost England, and How to Get It Back* (CreateSpace, 2018).

GIRAULT, J. (2002) : “Le communisme et les enseignants en France (années 1920-début des années 1960)” Jacques Girault (ed.), *Des communistes en France (années 1920 – années 1960)* (Paris : Éditions de la Sorbonne).

GOTTFRIED, P.E. (2016): “Why Political Correctness is Political” *Lew Church Lecture* (Auburn, Ala.: MISES Institute).

——— (2001) *After Liberalism: Mass Democracy in the Managerial State* (Princeton, NJ: Princeton University Press).

HIGGS, R. (1987): *Crisis and Leviathan* (Oakland, Cal.: Independent Institute, 2013).

——— (2012) *Delusions of Power* (Oakland, Cal.: Independent Institute).



——— (2005) “Fear: The Foundation of Every Government’s Power” *Independent Review*, vol. 10, no. 3 (Winter 2005-06), S. 447-466

——— (2004) *Against Leviathan* (Oakland, Cal.: Independent Institute).

HOPPE, H.-H. (2021): *The Great Fiction* (2<sup>nd</sup> ed., Auburn, Ala.: Mises Institute).

HÜLSMANN, J.G. (2014): “Fiat Money and the Distribution of Incomes and Wealth” D Howden und JT Salerno (Hg.), *The Fed at One Hundred – A Critical View on the Federal Reserve System* (Berlin: Springer-Verlag), S. 127-138.

——— (2013) *Krise der Inflationkultur* (Munich: Finanzbuch-Verlag).

——— (2008) *The Ethics of Money Production* (Auburn, Ala.: Mises Institute).

——— (2007) *Mises: The Last Knight of Liberalism* (Auburn, Ala.: Mises Institute).

LASCH, C. (1994): *The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy* (New York: Norton & Co).

MAC DONALD, H. (1996): “The Billions of Dollars That Made Things Worse” *City Journal* (Autumn).

MICHELS, R. (1910): *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie: Untersuchungen über die oligarchischen Tendenzen des Gruppenlebens* (Leipzig: Klinkhardt).

MISES, L. von (1944): *Bureaucracy* (New Haven: Yale University Press).

——— (1922) *Socialism – An Economic and Sociological Analysis* (Indianapolis: Liberty Fund, 1981).

——— (1929) *A Critique of Interventionism* (New York: Arlington House, 1977).

——— (1919) *Nation, Staat und Wirtschaft* (New York: New York University Press, 1983).

NIELSEN, W. (1985): *Goldon Donors: A New Anatomy of the Great Foundations* (London: Routledge, 2017).

NIEMITZ, K. (2021): *Left Turn Ahead?* (London: Institute of Economic Affairs).

——— (2019) *Socialism: The Failed Idea that Never Dies* (London: Institute of Economic Affairs).

O’KEEFFE, D. (1999): *Political Correctness and Public Finance* (London: Institute of Economic Affairs).

RAHMSTORF, S. and H.-J. SCHELLNHUBER (2019 [2006]): *Der Klimawandel* (Munich: Beck).

RAICO, R. (1999): *Die Partei der Freiheit – Studien zur Geschichte des deutschen Liberalismus* (Stuttgart: Lucius).



ROTHBARD, M.N. (1974): *The Anatomy of the State* (Auburn, Ala.: Mises Institute, 2014).

SCHWAB, K. and T. MALLERET (2020): *Covid-19: The Great Reset* (Cologne: Forum Publishing).

VIGUERIE, J. de (2016) : “De l'école égalitaire à l'école fictive, un désastre programmé” *L'Homme nouveau*, no. 1624 (22 octobre 2016).

VOEGELIN, E. (1999): *Der Gottesmord – Zur Genese und Gestalt der modernen politischen Gnosis* (München: Wilhelm Fink).

WHITE HOUSE (2021): *The Build Back Better Framework* (<https://www.whitehouse.gov/build-back-better/>, consulté le 18 Nov. 2021).